



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PREFET DES VOSGES

**DIRECTION DEPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES**

Service de l'Environnement et des
Risques

Arrêté n°159/2012/DDT du **30 MAR. 2012**
relatif à la délimitation de la zone de protection de l'aire d'alimentation de la source de
Marmont sur la commune de SAINT-JULIEN (code BSS : 03742X0010H)

La préfète des Vosges,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

- Vu** la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau,
- Vu** la directive 2006/118/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 sur la protection des eaux souterraines contre la pollution et la détérioration,
- Vu** le code de l'environnement, et notamment son article L211-3,
- Vu** le code rural et notamment ses articles R114-1 à R114-10,
- Vu** le code de la santé publique, et notamment son article R.1321-7,
- Vu** la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques et notamment son article 21,
- Vu** la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement et notamment son article 27,
- Vu** la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement et notamment son article 107,
- Vu** le décret n° 2007-882 du 14 mai 2007 relatif à certaines zones soumises à contraintes environnementales,
- Vu** le décret du Président de la République du 29 septembre 2011 portant nomination de Madame Marcelle PIERROT en qualité de préfète des Vosges ;
- Vu** l'arrêté du 11 janvier 2007 du ministère de la santé et de la solidarité, relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine,
- Vu** l'arrêté du préfet de la région Rhône-Alpes, Préfet coordonnateur du bassin Rhône Méditerranée en date du 20 novembre 2009 portant approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.D.A.G.E.) du bassin Rhône-Méditerranée et arrêtant le programme pluriannuel de mesures,

Délais et voies de recours – La présente décision peut faire l'objet d'un un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans les deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Vu la circulaire du 30 mai 2008 relative à l'application du décret n° 2007- 882 du 14 mai 2007 relatif à certaines zones soumises à contraintes environnementales et modifiant le code rural codifié sous les articles R. 114-1 à R. 114-10,

Vu le courrier DEB – DGPAAT – DGS aux préfets du 26 mai 2009, relatif aux « captages Grenelle ».

Vu les courriers DE/DGS du 18 octobre 2007 et du 28 février 2008 aux préfets de département, relatifs à l'identification et la protection des captages prioritaires,

Vu l'avis de l'hydrogéologue agréé du 22 janvier 2009 relatif à la protection du captage,

Vu l'avis de la Chambre d'Agriculture des Vosges en date du 21 décembre 2011,

Vu l'avis de la Commission Locale de l'Eau du schéma d'aménagement et de gestion des eaux de la nappe des grès du trias inférieur en date du 26 janvier 2012,

Vu l'avis favorable du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologique en date du 21 février 2012,

Considérant que la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000, transposée par la loi n° 2004-338 du 21 avril 2004, a pour objectif l'atteinte du bon état chimique et quantitatif des masses d'eau souterraines, pour 2015,

Considérant que la source de Marmont sur la commune de Saint-Julien figure dans la liste nationale, issue des travaux du Grenelle de l'Environnement, des 507 captages parmi les plus menacés par les pollutions diffuses,

Considérant que l'eau de ce forage est nécessaire à l'alimentation en eau potable de 140 habitants lors du recensement de 2007,

Considérant que les teneurs en substances phytosanitaires aux points de surveillance doivent conduire à la mise en œuvre d'un plan de mesures pour inverser la tendance, tel que défini dans l'arrêté inter – ministériel du 17 décembre 2008 « établissant les critères d'évaluation et les modalités de détermination de l'état des eaux souterraines et des tendances significatives et durables de dégradation de l'état chimique des eaux souterraines » .

Considérant qu'en vertu des articles précités le Préfet doit définir des zones où il est nécessaire d'assurer la protection quantitative et qualitative des aires d'alimentation de captages d'eaux,

Considérant les conclusions des études réalisées en 2010-2011 par le bureau d'études REILE relatives à la détermination de l'aire d'alimentation de la source de Marmont située sur la commune de Saint-Julien et au diagnostic des pressions polluantes, conclusions approuvées par le comité de pilotage chargé de coordonner les études et le plan d'action nécessaires à la protection de cette ressource,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

Arrête

Article 1er - Délimitation de la zone de protection de la source de Marmont sur la commune de Saint-Julien

Une zone de protection de l'aire d'alimentation de la source de Marmont est délimitée conformément aux périmètres fixés sur les documents graphiques figurant en annexe du présent arrêté.

Cette zone de protection couvre une surface de 249 hectares en totalité sur le territoire de la commune de Saint-Julien.

Article 2:- Diagnostic des pressions polluantes et élaboration d'un programme d'actions

Sur la zone de protection définie à l'article 1, un programme d'actions sera défini conformément aux dispositions de l'article R.114-6 du code rural après examen par le comité de pilotage local chargé de coordonner les études et le plan d'action nécessaires à la protection de cette ressource.

Ce plan d'action fera l'objet d'un arrêté préfectoral spécifique.

Article 3 - Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de la notification ou la publication de la présente décision.

Article 4 - Diffusion et exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Vosges, le directeur départemental des territoires des Vosges sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de SAINT-JULIEN et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Vosges et dont copie sera adressée au :

- directeur régional de l'agence régionale de santé, délégation territoriale des Vosges,
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine,
- directeur général de l'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée,
- président du Conseil Général des Vosges,
- président de la Chambre d'Agriculture des Vosges.

Epinal, le 30 MAR. 2012

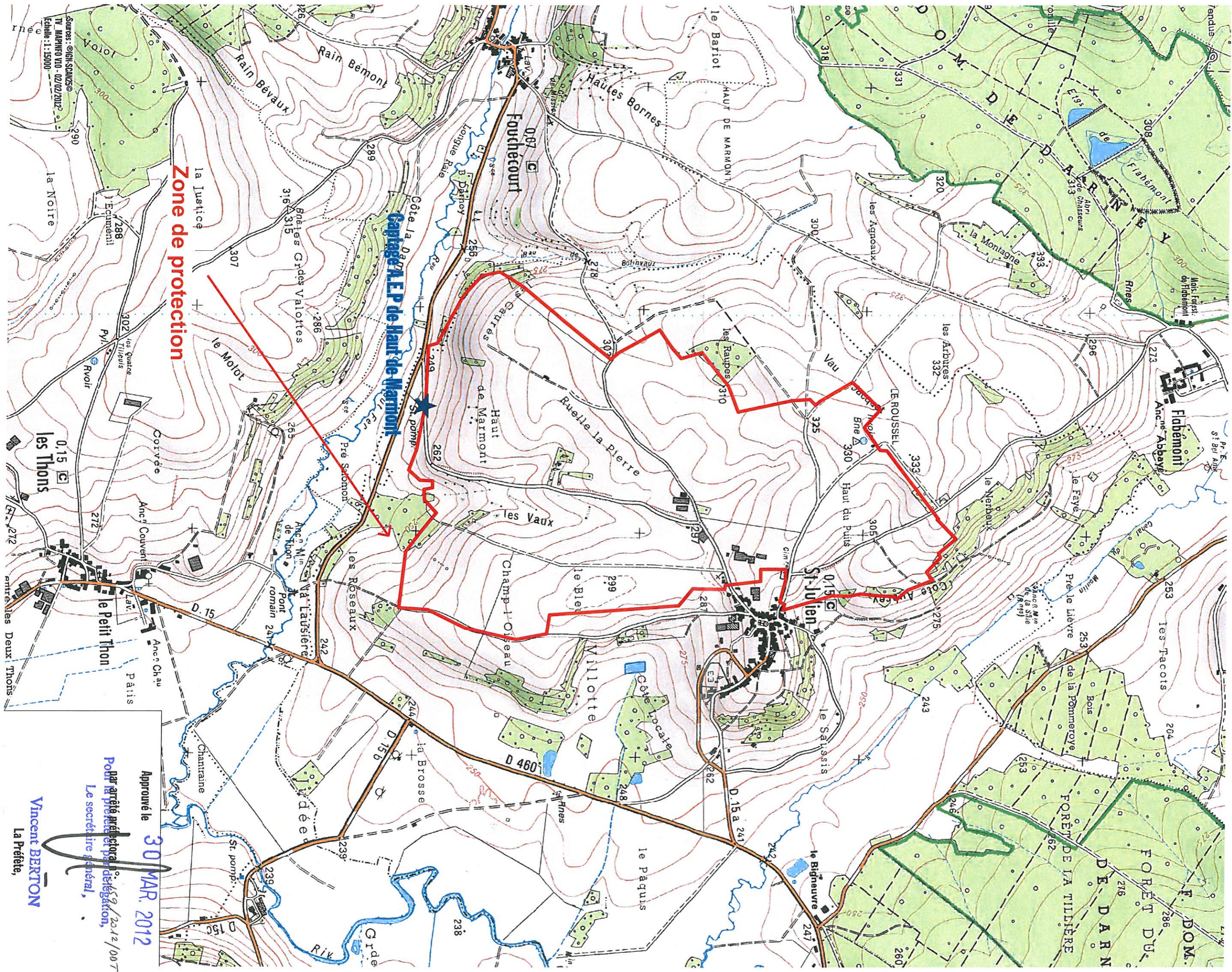
Pour la préfète et par délégation,
Le secrétaire général,

La Préfète
Vincent BERTON



Liberté • Égalité • Fraternité
 RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
 Direction Départementale
 des Territoires des Vosges

**Plan de situation de la zone de protection
 du captage du Haut de Marmont
 situé sur le territoire communal de SAINT JULIEN**



Zone de protection

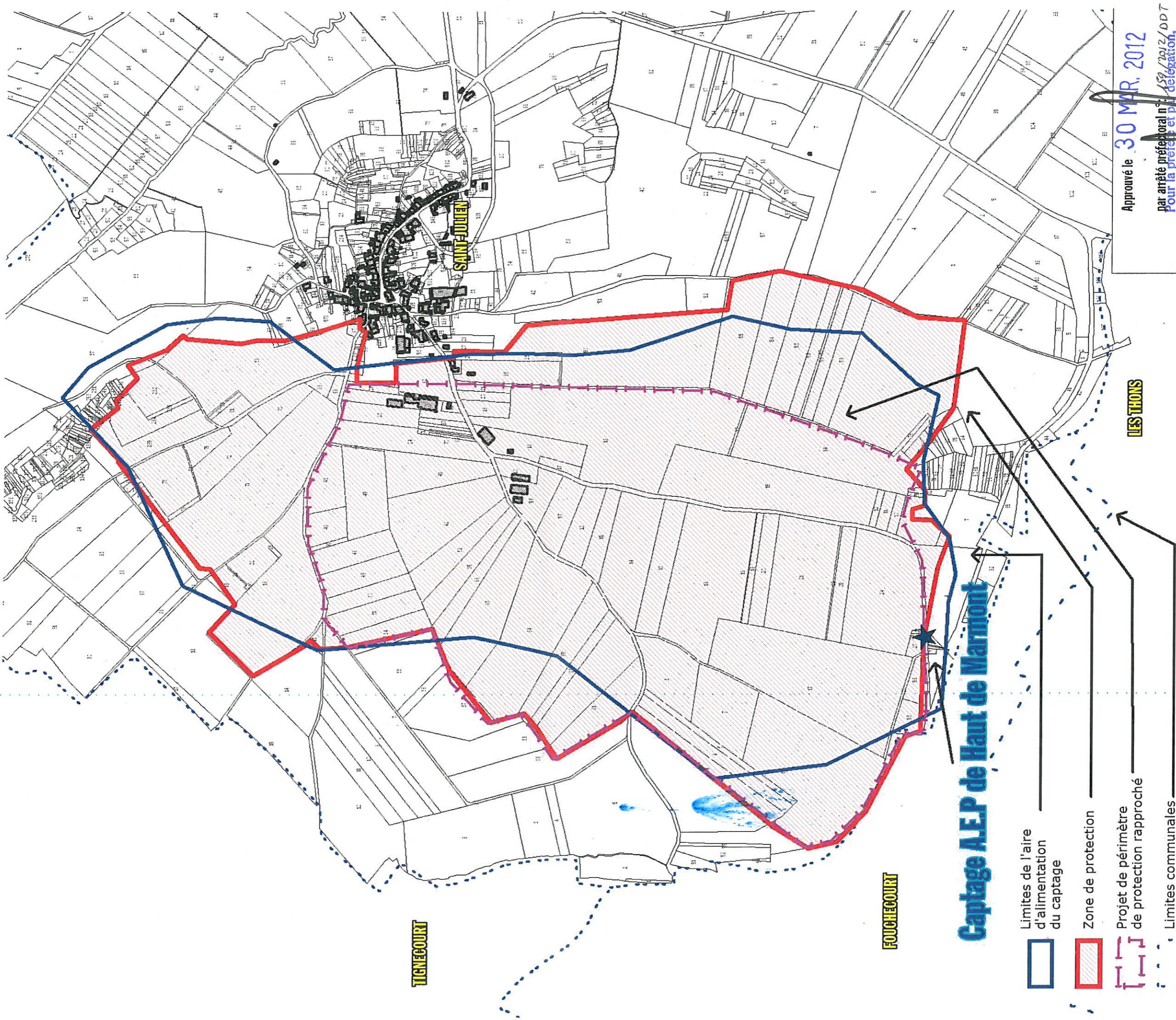
Captage AEP de Haut de Marmont

Approuvé le **30 MAR. 2012**





Pour arrêté préfectoral de délégation,
 Le secrétaire général,

Vincent BERTON
 La Préfète,

Sources : ©IGN, SCAN250
 TV, MAPINFO V10 - 02/07/2012
 Echelle : 1:15000



Captage A.E.P. de Haut de Marmont

-  Limites de l'aire d'alimentation du captage
-  Zone de protection
-  Projet de périmètre de protection rapproché
-  Limites communales

Approuvé le **30 MAR. 2012**

par arrêté préfectoral n° 59 / 2012 / DDT
 Pour la préfète et par délégation,
 Le secrétaire général,

